CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
MRC DE CHARLEVOIX
VILLE DE BAIE-SAINT-PAUL

**PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU
CONSEIL DE LA VILLE DE BAIE-SAINT-PAUL, TENUE LUNDI
LE 26 JUIN 2023 À 9h00 AU 15, RUE FORGET, BAIE-SAINT-PAUL
À LA SALLE DU CONSEIL ET À LAQUELLE SONT PRÉSENTS
LES CONSEILLERS (ÈRE) :**

JEAN-FRANÇOIS MÉNARD
GASTON DUCHESNE

MICHEL FISET
ANNIE BOUCHARD
GHISLAIN BOILY

Tous membres de ce Conseil et formant quorum sous la présidence du Maire
Monsieur Michaël Pilote.

MEMBRE ABSENT

M. le conseiller Xavier Bessone, conseiller du district 1

FONCTIONNAIRES PRÉSENTS

Monsieur Gilles Gagnon, directeur général
Monsieur Émilien Bouchard, greffier et agissant comme secrétaire de la
présente assemblée.

OUVERTURE DE LA SÉANCE

À 9h15, M. le Maire Michaël Pilote, président de l'assemblée, ayant constaté
le quorum, procède à l'ouverture de la séance extraordinaire par un mot de
bienvenue.

23-06-338 LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Monsieur le Maire demande au greffier Émilien Bouchard de faire lecture de
l'ordre du jour de cette séance extraordinaire ainsi que de l'avis de convocation
et du certificat de signification.

CONSIDÉRANT la distribution au préalable d'une copie de l'ordre du jour à
chacun des membres du Conseil municipal dans les délais et de la manière
impartie par la Loi ;

CONSIDÉRANT la lecture de l'ordre du jour faite le greffier, Monsieur
Émilien Bouchard, séance tenante ;

**En conséquence, il est proposé par Monsieur le conseiller Ghislain
Boily, appuyé de Monsieur le conseiller Jean-François Ménard et
unanimentement résolu :**

QUE l'ordre du jour suivant soit adopté, à savoir :

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
MRC DE CHARLEVOIX
VILLE DE BAIE-SAINT-PAUL

**ORDRE DU JOUR
Séance extraordinaire
LUNDI LE 26 Juin 2023 À 9 H 00
AU 15, RUE FORGET À BAIE-SAINT-PAUL**

(SALLE DU CONSEIL)

Avis vous est par les présentes donné, par le soussigné, greffier, de la susdite municipalité, qu'une séance extraordinaire se tiendra le LUNDI 26 juin 2023 à compter de 9h00 à l'endroit désigné, soit au 15, rue Forget à Baie-Saint-Paul (salle du Conseil).

Les sujets traités seront alors les suivants, à savoir :

A- OUVERTURE DE LA SÉANCE

B- ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

C- LECTURE OU DÉPÔT DES MINUTES

1. Adoption des procès-verbaux suivants :
 1. Séance extraordinaire du 3 avril 2023
 2. Séance ordinaire du 11 avril 2023
 3. Séance extraordinaire du 24 avril 2023
 4. Séance extraordinaire du 1^{er} mai 2023

D- RÈGLEMENT

1. Consultation publique portant sur la demande de dérogation mineure D2023-11 (rue Alfred-Morin)
2. Adoption de la demande de dérogation mineure D2023-11
3. Adoption finale du règlement R847-2023 ayant pour objet de modifier le règlement de zonage numéro R630-2015 dans le but d'annexer le plan d'aménagement d'ensemble Écoquartier des Moissons et d'établir le cadre réglementaire relatif à ce projet et d'agrandir la zone C-224
4. Consultation publique portant sur le règlement R849-2023 ayant pour objet de modifier le règlement de construction et de démolition numéro R603-2014 afin que les immeubles à valeur patrimoniale et sinistrés ne soient pas exemptés du processus d'attribution d'un certificat d'autorisation de démolition
5. Adoption du règlement R849-2023
6. Avis de motion d'un projet de règlement qui portera le numéro R851-2023 ayant pour objet de modifier le Règlement du plan d'urbanisme durable R629-2015 dans le but de rendre compatibles certaines classes d'usages du groupe Industrie (I) dans l'aire d'affectation « mixte »
7. Adoption du projet de règlement R851-2023
8. Avis de motion d'un projet de règlement qui portera le numéro R852-2023 ayant pour objet de modifier le règlement de zonage numéro R630-2015 dans le but de créer une nouvelle zone à vocation industrielle (Parc agroalimentaire) et d'établir les normes y étant associées, ainsi que d'agrandir la zone I-235
9. Adoption du premier projet de règlement R852-2023

E- RÉOLUTIONS

ADMINISTRATION ET LÉGISLATION

1. Bureau de rétablissement- Renouvellement des ressources

SÉCURITÉ PUBLIQUE

VOIRIE ET HYGIÈNE DU MILIEU

2. Soumission pavage-secteur St-Placide Sud

URBANISME ET MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE

3. Les Maisons de Florence et Marielle- acceptation du projet d'ensemble, du type architectural, des matériaux et des couleurs des bâtiments.

LOISIRS, PARCS ET CULTURE

F- AFFAIRES NOUVELLES – DÉLÉGATIONS

G- PÉRIODE D'INTERVENTION DES MEMBRES DU CONSEIL

H- QUESTIONS DU PUBLIC

I- LEVÉE OU AJOURNEMENT DE LA SÉANCE

Émilien Bouchard
Greffier

Adoptée unanimement.

LECTURE OU DÉPÔT DES MINUTES

23-06-339 ADOPTION DU PROCÈS VERBAL DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU 3 AVRIL 2023

CONSIDÉRANT la distribution au préalable d'une copie du procès-verbal de la séance extraordinaire du Conseil tenue le 3 avril 2023 par le greffier à chacun des membres du conseil conformément à la Loi;

CONSIDÉRANT que chacun des membres du conseil déclare l'avoir reçu et en avoir pris connaissance ;

En conséquence, il est proposé par Monsieur le conseiller Gaston Duchesne, appuyé de Madame la conseillère Annie Bouchard et unanimement résolu :

QUE le conseil adopte le procès-verbal de la séance extraordinaire tenue le 3 avril 2023.

Adoptée unanimement.

23-06-340 ADOPTION DU PROCÈS VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU 11 AVRIL 2023

CONSIDÉRANT la distribution au préalable d'une copie du procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil tenue le 11 avril 2023 par le greffier à chacun des membres du conseil conformément à la Loi;

CONSIDÉRANT que chacun des membres du conseil déclare l'avoir reçu et en avoir pris connaissance ;

En conséquence, il est proposé par Monsieur le conseiller Ghislain Boily, appuyé de Monsieur le conseiller Jean-François Ménard et unanimement résolu :

QUE le conseil adopte le procès-verbal de la séance ordinaire tenue le 11 avril 2023.

Adoptée unanimement.

23-06-341 ADOPTION DU PROCÈS VERBAL DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU 24 AVRIL 2023

CONSIDÉRANT la distribution au préalable d'une copie du procès-verbal de la séance extraordinaire du Conseil tenue le 24 avril 2023 par le greffier à chacun des membres du conseil conformément à la Loi;

CONSIDÉRANT que chacun des membres du conseil déclare l'avoir reçu et en avoir pris connaissance ;

En conséquence, il est proposé par Monsieur le conseiller Gaston Duchesne, appuyé de Monsieur le conseiller Michel Fiset et unanimement résolu :

QUE le conseil adopte le procès-verbal de la séance extraordinaire tenue le 24 avril 2023.

Adoptée unanimement.

23-06-342 **ADOPTION DU PROCÈS VERBAL DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU 1 MAI 2023**

CONSIDÉRANT la distribution au préalable d'une copie du procès-verbal de la séance extraordinaire du Conseil tenue le 1 mai 2023 par le greffier à chacun des membres du conseil conformément à la Loi;

CONSIDÉRANT que chacun des membres du conseil déclare l'avoir reçu et en avoir pris connaissance ;

En conséquence, il est proposé par Madame la conseillère Annie Bouchard, appuyée de Monsieur le conseiller Ghislain Boily et unanimement résolu :

QUE le conseil adopte le procès-verbal de la séance extraordinaire tenue le 1 mai 2023.

Adoptée unanimement.

RÈGLEMENT

CONSULTATION PUBLIQUE PORTANT SUR LA DEMANDE DE DÉROGATION MINEURE D2023-11 (RUE ALFRED-MORIN)

Le Président de cette assemblée, Monsieur Michaël Pilote, Maire, ouvre la période de consultation publique concernant la demande de dérogation mineure portant le numéro D2023-11 et concernant un immeuble situé en bordure de la rue Alfred-Morin et portant le numéro de lot 6 434 211 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Charlevoix no 2, et informe les gens présents dans la salle sur la nature et les effets de cette demande.

Le Président d'assemblée dresse alors les grandes lignes de cette demande de dérogation mineure qui peut se résumer comme suit :

-Autoriser la construction d'un bâtiment d'habitation multifamilial (bâtiment B-projet d'implantation du 26 mai 2023) dont la hauteur projetée est de 9,53 mètres alors que le règlement prescrit une hauteur maximale de 9,0 mètres.

Le greffier signifie n'avoir reçu aucun commentaire par écrit en lien avec cette demande.

Après quelques moments d'attente et devant le fait que personne n'a émis un commentaire séance tenante, Monsieur le Président d'assemblée déclare la présente période de consultation close.

23-06-343 **ADOPTION DE LA DEMANDE DE DÉROGATION MINEURE D2023-11**

CONSIDÉRANT la demande de dérogation mineure portant le numéro D2023-11 formulée pour le lot portant le numéro 6 434 211 du cadastre du Québec et situé en bordure de la rue Alfred-Morin;

CONSIDÉRANT la nature de la demande de dérogation mineure, soit :

-Autoriser la construction d'un bâtiment d'habitation multifamilial (bâtiment B-projet d'implantation du 26 mai

2023) dont la hauteur projetée est de 9,53 mètres alors que le règlement prescrit une hauteur maximale de 9,0 mètres.

CONSIDÉRANT les raisons invoquées par le requérant à savoir qu'un toit plat n'est pas envisageable dans le respect de l'un des critères du règlement sur les PIIA à savoir *l'intégration cohérente et harmonieuse des bâtiments au milieu dans lequel ils s'insèrent* ;

CONSIDÉRANT que le lot portant le numéro 6 434 211 est situé dans la zone C-115;

CONSIDÉRANT que la demande est conforme aux objectifs du plan d'urbanisme;

CONSIDÉRANT que les dispositions règlementaires faisant l'objet de la demande peuvent faire l'objet d'une dérogation;

CONSIDÉRANT que le requérant a déposé tous les documents nécessaires à la bonne compréhension du projet;

CONSIDÉRANT que la dérogation mineure ne portera pas atteinte à la jouissance par les propriétaires des immeubles voisins de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT que les membres du comité considèrent que les exigences applicables de l'article 145.1 et suivants de la Loi sur l'Aménagement et l'Urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1) sont rencontrées;

CONSIDÉRANT que le Comité Consultatif d'Urbanisme recommande au conseil municipal d'accepter ladite demande de dérogation mineure;

CONSIDÉRANT l'avis public diffusé sur notre site web et affiché à l'hôtel de ville en date du 9 juin 2023 et ce, conformément à notre règlement R704-2018;

CONSIDÉRANT qu'aucun commentaire provenant d'un contribuable ne fut adressé au greffier en date du 26 juin 2023 à 9h ;

CONSIDÉRANT la période de consultation publique tenue lors de la présente séance et qu'aucun commentaire ne fut formulé;

CONSIDÉRANT les explications qui sont fournies par Monsieur le Maire, séance tenante;

En conséquence de ce qui précède, il est proposé par Monsieur le conseiller Michel Fiset, appuyé de Monsieur le conseiller Gaston Duchesne et unanimement résolu :

QUE ce conseil accepte la demande de dérogation mineure portant le numéro D2023-11 formulée pour le lot portant le numéro 6 434 211 du cadastre du Québec et situé en bordure de la rue Alfred-Morin, à savoir :

-Autoriser la construction d'un bâtiment d'habitation multifamilial (bâtiment B-projet d'implantation du 26 mai 2023) dont la hauteur projetée est de 9,53 mètres alors que le règlement prescrit une hauteur maximale de 9,0 mètres.

QU'une copie de la présente soit acheminée au Service de l'urbanisme ainsi qu'au requérant.

Adoptée unanimement.

**ADOPTION FINALE DU RÈGLEMENT R847-2023 AYANT POUR
OBJET DE MODIFIER LE RÈGLEMENT DE ZONAGE NUMÉRO
R630-2015 DANS LE BUT D'ANNEXER LE PLAN
D'AMÉNAGEMENT D'ENSEMBLE ÉCOQUARTIER DES
MOISSONS ET D'ÉTABLIR LE CADRE RÉGLEMENTAIRE
RELATIF À CE PROJET ET D'AGRANDIR LA ZONE C-224**

ATTENDU QUE la Ville de Baie-Saint-Paul a adopté un règlement numéro R630-2015 intitulé : « Règlement de zonage » et que ce règlement est entré en vigueur le 13 août 2015;

ATTENDU QU'EN vertu de la Loi sur l'Aménagement et l'Urbanisme, la Ville peut apporter des modifications au règlement numéro R630-2015;

ATTENDU QUE le promoteur a déposé pour le lot 6 509 408 un plan d'aménagement d'ensemble intitulé « Plan d'aménagement d'ensemble (PAE) – Écoquartier des Moissons, Baie-Saint-Paul – Version finale mars 2023, Version amendée le 8 mai 2023 (voir p.46) » ;

ATTENDU QUE le PAE du promoteur a été accepté par voie de résolution (résolution numéro 23-04-216) du Conseil à la séance extraordinaire du 24 avril 2023 et ce, conditionnellement à ce que le promoteur apporte certaines modifications ;

ATTENDU QUE la version amendée le 8 mai 2023 comporte les modifications exigées ;

ATTENDU QUE suivant l'acceptation de ce PAE, le Conseil est d'avis que le règlement de zonage doit être modifié pour annexer ce plan et établir un cadre réglementaire relatif à ce projet ;

ATTENDU QUE le propriétaire du 917, boulevard Mgr-de-Laval a acquis du promoteur le lot 6 515 162 d'une superficie de 929,5 mètres carrés pour agrandir sa propriété et, à cette fin, il y a lieu d'agrandir la zone C-224 de la superficie acquise ;

ATTENDU QU'UN avis de motion a été donné lors de la séance extraordinaire du 29 mai 2023 par Monsieur le conseiller Michel Fiset (AVS 847) et que le premier projet de règlement fut adopté lors de cette même séance ;

ATTENDU QUE la période de consultation publique s'est tenue lors de la séance du 12 juin dernier ;

ATTENDU QUE le règlement contenait des dispositions portant sur une matière susceptible d'approbation référendaire telle que décrit par la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1)* et qu'aucune demande n'a été déposée dans les délais prescrits par la Loi ;

En conséquence de ce qui précède, il est proposé par Madame la conseillère Annie Bouchard, appuyé de Monsieur le conseiller Jean-François Ménard et unanimement résolu :

QUE le règlement numéro R847-2023 intitulé «Règlement ayant pour objet de modifier les règlements de zonage R630-2015 dans le but d'annexer le plan d'aménagement d'ensemble Écoquartier des Moissons et d'établir le cadre réglementaire relatif à ce projet et d'agrandir la zone C-224» est adopté.

QUE le greffier de la municipalité soit et est autorisé par les présentes à publier tous les avis nécessaires à la procédure d'adoption de ce règlement.

QU'une copie certifiée conforme de la présente résolution ainsi que du règlement R847-2023 soit transmise à la MRC de Charlevoix.

Adoptée unanimement

CONSULTATION PUBLIQUE PORTANT SUR LE RÈGLEMENT R849-2023 AYANT POUR OBJET DE MODIFIER LE RÈGLEMENT DE CONSTRUCTION ET DE DÉMOLITION NUMERO R603-2014 AFIN QUE LES IMMEUBLES A VALEUR PATRIMONIALE ET SINISTRÉS NE SOIENT PAS EXEMPTÉS DU PROCESSUS D'ATTRIBUTION D'UN CERTIFICAT D'AUTORISATION DE DÉMOLITION

Le Président de cette assemblée, Monsieur Michaël Pilote, Maire, ouvre la période de consultation publique concernant le premier projet de règlement R849-2023 intitulé « **Règlement R849-2023 ayant pour objet de modifier le règlement de construction et de démolition numéro R603-2014 afin que les immeubles à valeur patrimoniale et sinistrés ne soient pas exemptés du processus d'attribution d'un certificat d'autorisation de démolition** ».

Après avoir donné des explications concernant le premier projet de règlement qui est disponible pour le public, Monsieur le Maire invite les personnes ou les organismes intéressés à se faire entendre sur ledit projet de règlement à s'exprimer.

Le Greffier mentionne qu'il n'a reçu aucun commentaire écrit. De plus, aucun commentaire n'est formulé par le public séance tenante.

Monsieur le Maire déclare l'assemblée de consultation publique close sur ce projet de règlement et informe l'assemblée que le conseil se prononcera relativement à l'adoption du second projet de règlement lors de la présente séance.

23-06-345 ADOPTION DU SECOND PROJET DE RÈGLEMENT R849-2023

ATTENDU QUE la Ville de Baie-Saint-Paul a adopté un règlement numéro R603-2014 intitulé : « Règlement de construction et de démolition » et que ce règlement est entré en vigueur le 15 octobre 2015 ;

ATTENDU QU'EN vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, la Ville peut apporter des modifications aux règlements ici haut mentionnés ;

ATTENDU QUE le Conseil est d'avis que le règlement de construction et de démolition doit être modifié pour que les immeubles à valeur patrimoniale sinistrés et situés dans une plaine inondable soient soumis au processus habituel d'attribution d'un certificat d'autorisation de démolition;

ATTENDU QU'UN avis de motion a été donné lors de la séance ordinaire du 12 juin par Monsieur le conseiller Gaston Duchesne (AVS 849) et que le projet fut adopté lors de cette même séance ;

ATTENDU QUE la période de consultation publique s'est tenue lors de la séance extraordinaire du 26 juin 2023, et qu'aucun commentaire ne fut reçu ;

En conséquence de ce qui précède, il est proposé par Monsieur le conseiller Ghislain Boily, appuyé de Madame la conseillère Annie Bouchard et unanimement résolu :

QUE le second projet de règlement numéro R849-2023 intitulé « **Règlement ayant pour objet de modifier le règlement de construction et de démolition numéro R603-2014 afin que les immeubles à valeur**

patrimoniales et sinistrées ne soient pas exemptées du processus d'attribution d'un certificat d'autorisation de démolition» est adopté.

QUE le greffier de la municipalité soit et est autorisé par les présentes à publier tous les avis nécessaires à la procédure d'adoption de ce règlement .

QU'une copie certifiée conforme de la présente résolution ainsi que du projet de règlement R849-2023 soit transmise à la MRC de Charlevoix.

Adoptée unanimement

AVS 851

AVIS DE MOTION D'UN PROJET DE REGLEMENT QUI PORTERA LE NUMERO R851-2023 AYANT POUR OBJET DE MODIFIER LE REGLEMENT DU PLAN D'URBANISME DURABLE R629-2015 DANS LE BUT DE RENDRE COMPATIBLES CERTAINES CLASSES D'USAGES DU GROUPE INDUSTRIE (I) DANS L'AIRE D'AFFECTATION « MIXTE »

Monsieur le conseiller Gaston Duchesne donne un avis de motion d'un projet de règlement qui portera le numéro R851-2023 ayant pour objet de modifier le règlement du plan d'urbanisme durable R629-2015 dans le but de rendre compatibles certaines classes d'usages du groupe industrie (i) dans l'aire d'affectation « mixte ».

Par la suite et conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, Monsieur le maire en fait le dépôt du projet et la présentation en mentionnant l'objet du règlement et sa portée.

Que ce règlement portera le numéro R851-2023 pour y être inscrit comme tel au livre des règlements de la municipalité et versé aux archives municipales pour en faire partie intégrante. Une copie du projet de règlement R851-2023 est disponible pour les citoyens.

23-06-346

ADOPTION DU PROJET DE REGLEMENT R851-2023

ATTENDU QUE la Ville de Baie-Saint-Paul a adopté un règlement numéro R629-2015 intitulé : « Règlement de plan d'urbanisme durable » et que ce règlement est entré en vigueur le 13 août 2015;

ATTENDU QU'EN vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, la Ville peut apporter des modifications au règlement numéro R629-2015 ;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le 21 octobre 2021 par voie de résolution (21-10-486) le document intitulé « Plan directeur du PAE – Plans préfiniaux du Parc agroalimentaire de Baie-St-Paul » et que ce plan traçait les lignes directrices d'aménagement d'un site de plus ou moins 420 000 pieds carrés ;

ATTENDU QUE la Ville s'est portée acquéreuse d'une partie du site visé, en l'occurrence le lot 6 509 407, et qu'un promoteur privé s'est porté acquéreur d'une autre partie du site, soit le lot 6 509 404, afin de procéder au développement dans l'esprit du plan directeur ;

ATTENDU QUE deux entreprises existantes se sont portées acquéreuses de deux lots distincts, soit les lots 6 509 405 et 6 509 406 et ce, afin d'agrandir leur site d'opération respectif ;

ATTENDU QUE le développement du « Parc agroalimentaire » nécessite la création d'une nouvelle zone au plan de zonage et que les usages devant y être prescrits ne sont pas compatibles pour l'aire d'affectation « mixte » au règlement sur le plan d'urbanisme durable R629-2015 ;

ATTENDU QUE la zone I-235 au plan de zonage doit être agrandie pour y intégrer les lots 6 509 405 et 6 509 406 et que les usages devant y être prescrits ne sont pas compatibles pour l'aire d'affectation « mixte » au règlement sur le plan d'urbanisme durable R629-2015 ;

ATTENDU QUE le conseil est d'avis que la Ville doit procéder à la modification du règlement sur le plan d'urbanisme durable R609-2015 afin que les modifications prévues au règlement de zonage R630-2015 y soient compatibles ;

ATTENDU QU'UN avis de motion a été donné lors de la présente séance par Monsieur le conseiller Gaston Duchesne (AVS 851);

En conséquence de ce qui précède, il est proposé par Monsieur le conseiller Gaston Duchesne, appuyé de Monsieur le conseiller Jean-François Ménard et résolu unanimement :

QUE le projet règlement numéro R851-2023 intitulé « Règlement ayant pour objet de modifier le règlement de plan d'urbanisme durable numéro R629-2015 dans le but de rendre compatibles certaines classes d'usages du groupe industrie (I) dans l'aire d'affectation « mixte » » est adopté.

QU'une assemblée publique de consultation sur le projet de règlement R851-2023 se tiendra par écrit et à une prochaine séance publique dont la date est à confirmer.

QUE le greffier de la municipalité soit et est autorisé par les présentes à publier tous les avis nécessaires à la procédure d'adoption de ce règlement.

QU'une copie certifiée conforme de la présente résolution ainsi que du projet de règlement R851-2023 soit transmise à la MRC de Charlevoix.

Adoptée unanimement.

AVS 852

AVIS DE MOTION D'UN PROJET DE REGLEMENT QUI PORTERA LE NUMERO R852-2023 AYANT POUR OBJET DE MODIFIER LE REGLEMENT DE ZONAGE NUMERO R630-2015 DANS LE BUT DE CREER UNE NOUVELLE ZONE A VOCATION INDUSTRIELLE (PARC AGROALIMENTAIRE) ET D'ETABLIR LES NORMES Y ETANT ASSOCIEES, AINSI QUE D'AGRANDIR LA ZONE I-235

Monsieur le conseiller Jean-François Ménard donne un avis de motion d'un projet de règlement qui portera le numéro R852-2023 ayant pour objet de modifier le règlement de zonage R630-2015 dans le but de créer une nouvelle zone à vocation industrielle (parc agroalimentaire) et d'établir les normes y étant associées ainsi que d'agrandir la zone I-235.

Par la suite et conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, Monsieur le maire en fait le dépôt du projet et la présentation en mentionnant l'objet du règlement et sa portée.

Que ce règlement portera le numéro R852-2023 pour y être inscrit comme tel au livre des règlements de la municipalité et versé aux archives municipales pour en faire partie intégrante. Une copie du projet de règlement R852-2023 est disponible pour les citoyens.

23-06-347

ADOPTION DU PREMIER PROJET DE REGLEMENT R852-2023

ATTENDU QUE la Ville de Baie-Saint-Paul a adopté un règlement numéro R630-2015 intitulé : « Règlement de zonage » et que ce règlement est entré en vigueur le 13 août 2015;

ATTENDU QU'EN vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, la Ville peut apporter des modifications au règlement numéro R630-2015 ;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le 21 octobre 2021 par voie de résolution (21-10-486) le document intitulé « Plan directeur du PAE – Plans préfiniaux du Parc agroalimentaire de Baie-St-Paul » et que ce plan traçait les lignes directrices d'aménagement d'un site de plus ou moins 420 000 pieds carrés ;

ATTENDU QUE la Ville s'est portée acquéreuse d'une partie du site visé, en l'occurrence le lot 6 509 407, et qu'un promoteur privé s'est porté acquéreur d'une autre partie du site, soit le lot 6 509 404, afin de procéder au développement dans l'esprit du plan directeur ;

ATTENDU QUE deux entreprises existantes se sont portées acquéreuses de deux lots distincts, soit les lots 6 509 405 et 6 509 406, et ce afin d'agrandir leur site d'opération respectifs ;

ATTENDU QU'afin de régir les usages projetés sur le lot 6 509 407, propriété de la Ville, ainsi que sur le lot 6 509 404, la création d'une nouvelle zone au plan de zonage est nécessaire ;

ATTENDU QU'afin que les entreprises propriétaires des lots 6 509 405 et 6 509 406 puissent être en mesure d'occuper ces lots conformément au règlement de zonage il y a lieu d'agrandir la zone I-235 ;

ATTENDU QUE le Conseil est d'avis que la Ville doit procéder aux modifications nécessaires au plan et règlement de zonage ;

ATTENDU QU'UN avis de motion a été donné lors de la présente séance par Monsieur le conseiller Jean-François Ménard (AVS 852);

En conséquence de ce qui précède, il est proposé par Monsieur le conseiller Jean-François Ménard, appuyé de Monsieur le conseiller Michel Fiset et résolu unanimement :

QUE le premier projet règlement numéro R852-2023 intitulé «Règlement ayant pour objet de modifier le règlement de zonage numéro R630-2015 dans le but de créer une nouvelle zone à vocation industrielle (parc agroalimentaire) et d'établir les normes y étant associées, ainsi que d'agrandir la zone I-235 » est adopté.

QU'une assemblée publique de consultation sur le projet de règlement R852-2023 se tiendra par écrit et à une prochaine séance publique dont la date est à confirmer.

QUE ce projet de règlement contient des dispositions portant sur une matière susceptible d'approbation référendaire telle que le prévoit la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1).

QUE le greffier de la municipalité soit et est autorisé par les présentes à publier tous les avis nécessaires à la procédure d'adoption de ce règlement.

QU'une copie certifiée conforme de la présente résolution ainsi que du premier projet de règlement R852-2023 soit transmise à la MRC de Charlevoix.

Adoptée unanimement.

**RÉSOLUTION
ADMINISTRATION ET LÉGISLATION**

23-06-348

BUREAU DE RETABLISSEMENT- RENOUELEMENT DES RESSOURCES

CONSIDÉRANT que Mme Annie Simard travaille à titre de consultante pour la Ville auprès du Bureau de Rétablissement créé suite aux inondations qui sont survenues le 1^{er} mai dernier;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de procéder au renouvellement du contrat de Mme Simard à partir du 1^{er} juin jusqu'au 1^{er} septembre prochain;

CONSIDÉRANT que par la suite, la situation sera évaluée de semaine en semaine;

CONSIDÉRANT les conditions salariales (85\$/heure sous forme d'honoraires) de Mme Simard déjà établie par le conseil;

CONSIDÉRANT que le salaire ou les honoraires versés aux personnes affectées au Bureau de Rétablissement seront remboursés par le Ministère de la Sécurité Publique;

CONSIDÉRANT les explications qui sont fournies par le Directeur Général et la recommandation de celui-ci;

En conséquence de ce qui précède, il est proposé par Monsieur le conseiller Gaston Duchesne, appuyé de Monsieur le conseiller Ghislain Boily et unanimement résolu :

Que ce conseil accepte de procéder selon les mêmes conditions qui ont prévalu jusqu'à ce jour au renouvellement du contrat de consultante de Mme Annie Simard auprès du Bureau de Rétablissement et ce, du 1^{er} juin au 1^{er} septembre prochain.

Que le Trésorier ou son adjoint, en conformité avec la présente et selon les modalités habituelles, soit et il est par la présente autorisé à procéder au paiement des honoraires de Mme Simard et à faire les inscriptions comptables nécessaires.

Adoptée unanimement

VOIRIE ET HYGIÈNE DU MILEU

23-06-349

SOUSSION PAVAGE-SECTEUR ST-PLACIDE SUD

CONSIDÉRANT que la Ville, suite aux inondations, doit procéder à des travaux urgents de correction sur différents tronçons de route et procéder à la pose d'enrobé bitumineux dans le secteur de St-Placide Sud;

CONSIDÉRANT que M. Daniel Desmarteaux, directeur des Travaux Publics, a procédé à des soumissions par voie d'invitation auprès d'entrepreneurs en semblables matières et que les résultats sont les suivants à savoir :

-Les Entreprises Jacques Dufour et Fils : montant net de
93 670.37\$

-Construction MP : montant net de
99 200.07\$

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'ajouter un montant correspondant à 10% du montant total soit un montant net total de 103 000\$;

CONSIDÉRANT que la Ville ne possède pas ce montant dans ses fonds généraux non autrement appropriés et qu'il y a lieu de la prendre à même le règlement d'emprunt parapluie portant le numéro R808-2022 -section C;

CONSIDÉRANT que les travaux sont admissibles à une aide financière de 75% du coût total et ce, de la part du Ministère de la Sécurité Publique;

CONSIDÉRANT les explications qui sont fournies et la recommandation de M. Daniel Desmarceaux;

En conséquence de ce qui précède, il est proposé par Monsieur le conseiller Ghislain Boily, appuyé de Monsieur le conseiller Jean-François Ménard et unanimement résolu :

Que ce conseil décrète des travaux urgents de correction sur différents tronçons de route et procéder à la pose d'enrobé bitumineux dans le secteur de St-Placide Sud et ce, pour un montant net de 103 000\$ incluant les divers imprévus.

Que ce conseil accepte la plus basse soumission conforme fournie par Les Entreprises Jacques Dufour et Fils au montant net de 93 670.37\$.

Que M. Daniel Desmarceaux soit et il est par la présente autorisé à donner le mandat aux Entreprises Jacques Dufour et Fils pour un montant net n'excédant pas 93 670.37\$ ainsi qu'à donner plein et entier effet à la présente.

Que le Trésorier ou son adjoint soit et il est par la présente à même le règlement d'emprunt R808-2022 autorisé à procéder après approbation de M. Desmarceaux au paiement d'un montant net n'excédant pas 103 000\$ incluant les imprévus aux Entreprises Jacques Dufour et Fils.

Que le Trésorier soit et il est par la présente mandaté afin de faire les demandes de remboursement auprès du Ministère de la Sécurité Publique.

Adoptée unanimement

URBANISME ET MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE

23-06-350 LES MAISONS DE FLORENCE ET MARIELLE- ACCEPTATION DU PROJET D'ENSEMBLE, DU TYPE ARCHITECTURAL, DES MATÉRIAUX ET DES COULEURS DES BÂTIMENTS

CONSIDÉRANT la nature de la demande soit la construction de 3 bâtiments multifamiliaux (total de 28 logements) sur le lot 6 434 211 (rue Alfred Morin-plan d'ensemble);

CONSIDÉRANT que les bâtiments principaux auront un agencement de revêtements et couleurs uniques respectives à chaque bâtiment;

CONSIDÉRANT que la variation des couleurs par bâtiment principal éviterait de créer un quartier monotone;

CONSIDÉRANT que les portes-patio ainsi que les fenêtres seront de couleur noire;

CONSIDÉRANT que le demandeur souhaite avoir des portes d'entrée principale de couleur jaune, rouge, bleu et verte sur chaque bâtiment;

CONSIDÉRANT qu'il serait préférable d'avoir seulement une seule couleur de porte d'entrée principale par bâtiment afin d'assurer une harmonisation;

CONSIDÉRANT qu'une piscine sera construite sur le terrain en cour arrière;

CONSIDÉRANT que la bande de protection riveraine semble être respectée;

CONSIDÉRANT qu'en plus des objectifs et critères du règlement sur les PIIA, les travaux sont conformes à tout autre règlement applicable;

CONSIDÉRANT la recommandation favorable et conditionnelle du Comité Consultatif d'Urbanisme à savoir :

-La construction de 3 bâtiments multifamiliaux (total de 28 logements) sur le lot 6 434 211 (rue Alfred Morin-plan d'ensemble) conditionnellement à ce que chaque bâtiment principal ait sa couleur unique de porte d'entrée principale.

CONSIDÉRANT les explications qui sont fournies;

En conséquence de ce qui précède, il est proposé par Monsieur le conseiller Jean-François Ménard, appuyé de Monsieur le conseiller Gaston Duchesne et unanimement résolu :

Que ce conseil accepte en vertu des règlements PAE et PIIA le projet d'ensemble, du type architectural, des matériaux et des couleurs des bâtiments et ce, conditionnellement à ce que chaque bâtiment principal ait sa couleur unique de porte d'entrée principale.

Que copie de la présente soit acheminée au Service d'urbanisme de la Ville ainsi qu'au requérant.

Adoptée unanimement.

PÉRIODE D'INTERVENTION DES MEMBRES DU CONSEIL

Aucune intervention de la part des membres du conseil.

QUESTION DU PUBLIC

Le Greffier, M. Émilien Bouchard, indique aux membres du conseil qu'il n'a reçu aucune question écrite de la part d'un contribuable.

Un contribuable, présent dans la salle, s'informe de son dossier de demande de modification réglementaire. Il lui est répondu que des vérifications seront faites auprès de M. Éric Bergeron.

23-06-351 LEVÉE OU AJOURNEMENT DE LA SÉANCE

CONSIDÉRANT que les points inscrits ont tous été traités et qu'il y a lieu de procéder à la levée de la présente séance;

En conséquence de ce qui précède, il est proposé par Madame la conseillère Annie Bouchard, appuyée de Monsieur le conseiller Jean-François Ménard et résolu unanimement que la présente séance soit levée. Il est 9h40.

Adoptée unanimement.

Michaël Pilote
Maire

Émilien Bouchard
Greffier